

Défection de trois ténors de l'opposition en exil au Burundi

PANA, 21 février 2017 Bujumbura, Burundi - Trois ténors du Conseil national pour la défense de l'accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix, la réconciliation et l'Etat de droit (Cnared, principale plateforme de l'opposition en exil) sont rentrés par surprise, lundi soir, de l'étranger où ils avaient fui la violente crise électorale de 2015, a-t-on appris de sources proches des intéressés. L'hémorragie avait commencé le mois dernier par le retour tout aussi inattendu de l'ancien président de la république et membre d'honneur du Cnared, Sylvestre Ntibantunganya (photo).

Les nouvelles défections sont celles de Mme Alice Nzomukunda, Mathias Basabose et de Joseph Ntidendereza, respectivement chargés jusque-là de la trésorerie, des relations publiques et de la logistique au Cnared, de plus en plus affaibli par les divisions internes. Les trois personnalités ont profité de leur participation au quatrième round des pourparlers inter-burundais de paix, du 16 au 19 février, à Arusha, en Tanzanie, pour faire défection et rentrer directement au bercail, en bonne compagnie de l'Ombudsman (Médiateur de la république), Edouard Nduwimana, et de la délégation du parti au pouvoir. Ce n'est que le début, à en croire l'Ombudsman burundais qui affirme encore être rentré, en plus, avec les bagages d'autres opposants politiques désireux de rentrer prochainement, sans encombre. Une trentaine d'opposants politiques vivent toujours en exil à l'étranger avec des mandats d'arrêt internationaux sur le dos pour leur rôle présumé dans le mouvement insurrectionnel contre le troisième mandat présidentiel controversé de 2015 et la tentative de putsch manqué qui s'en était suivie. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, avait placé l'année 2017 sous le signe du retour au bercail de tous les réfugiés n'ayant pas de compte à rendre à la justice, «maintenant que la paix règne sur l'ensemble du territoire national». Le gouvernement burundais s'est fâché dernièrement avec des organisations humanitaires internationales, comme le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Office des Nations Unies pour les secours humanitaires (OCHA), pour l'avoir contrarié, en affirmant plutôt qu'au moins 500 citoyens continuaient à franchir les frontières par semaine. Les mêmes organisations maintiennent que le nombre de réfugiés burundais passera de 300.000, actuellement, à 500.000, d'ici la fin de cette année, si entre temps, il n'y avait pas de solution politique négociée à la crise persistante depuis bientôt deux ans au Burundi. Les derniers pourparlers inter-burundais de paix ont pris fin, dimanche dernier, sans compromis notable sur les questions qui divisent encore les protagonistes de la crise politique persistante au Burundi, dont celle des réfugiés. Le pouvoir burundais n'avait pas envoyé de délégation à Arusha, mécontent de l'absence de concertations préalables avec la médiation conduite par l'ancien chef de l'Etat tanzanien, Benjamin William M'Kapa, notamment en ce qui concerne la liste des invités et l'agenda des pourparlers. Un sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la sous-région est annoncé avant la fin de ce mois et promet des décisions contraignantes sur toutes les parties pour sortir le Burundi de l'ornière, dit-on du côté de la médiation.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});